



Communiqué FSU 86

F.S.U. La ministre Belloubet à Poitiers : aucune réponse pour les personnels et les étudiants sur la réforme de la Formation des enseignants et CPE.

En marge de la visite de la ministre de l'éducation nationale dans la Vienne le 11 avril, la FSU a été reçue en audience par la Conseillère sociale de la ministre. Parmi les sujets évoqués, la FSU a souhaité aborder la question de la réforme de la formation des enseignants (FDE) afin de faire remonter les inquiétudes des personnels universitaires et des étudiants.

En effet, à quelques mois de la rentrée et alors même que sur les plateformes Parcoursup et Monmaster la phase de dépôt de candidature est terminée, les demi-annonces, tergiversations et rumeurs diverses provoquent une forte agitation dans la communauté. Comment orienter et rassurer les étudiants qui se posent des questions légitimes sur les modalités de formation qui les attendent ? Comment, dans les universités et tout particulièrement dans les INSPE, préparer sereinement la rentrée ?

Concernant la méthode, le ministère a nié piloter la réforme et ne voit pas en quoi le projet porté entamerait les prérogatives de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Au terme de l'échange, aucune réponse n'a été apportée sur la situation des personnels dépendants des deux ministères, sur l'avenir de la structure INSPE dans la nouvelle formation portée par le MEN au sein des futures ENSP, ni sur les questions concernant les étudiants (moyens pour la mise en oeuvre des modules de préparation aux concours, poursuite d'études en cas d'échec au concours etc.).

En somme, le ministère conseille aux personnels et aux étudiants d'attendre, sans ajouter "du psychodrame à l'inquiétude" (sic). Pour la FSU, c'est une nouvelle marque de mépris. Forcer les équipes à attendre alors que la mise en place de la réforme est prévue dès la rentrée 2024, c'est réduire encore la marge de concertation déjà très mince et mettre les équipes en difficulté.

Motion votée en assemblée générale le 10 avril 2024 :

Réunis en Assemblée Générale mercredi 10 avril 2024, personnels et étudiant-es de l'INSPE de Poitiers et de composantes de l'Université de Poitiers ont exprimé leur inquiétude sur le projet de réforme de la formation des enseignant-es et CPE (FDE). A six mois de la rentrée, les arbitrages n'ont pas été rendus, les contenus des nouveaux concours n'ont pas été diffusés et aucune concertation n'a eu lieu. Dans ces conditions, la préparation de la rentrée 2024 met toutes les équipes en difficulté. La situation témoigne d'un profond mépris du gouvernement envers les étudiant-es et les agents (actuels et futurs) des services publics de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'AG, avec le soutien des organisations syndicales présentes (FSU, CGT, Sud éducation et recherche, UNEF, Solidaires étudiant-es) demande un autre projet pour la FDE et l'ouverture, au plan national et local, de réelles concertations avec l'ensemble des acteurs, actrices et usagers de la formation des enseignants et des personnels éducatifs.

L'AG demande également qu'une délégation soit reçue par la présidence de l'université pour exposer ses préoccupations et démarrer une réflexion commune sur les modalités de mise en place, en 2025 et 2026, d'une formation des enseignants qui dispose de moyens suffisants, garantisse un ancrage universitaire effectif. Il faut lever les incertitudes profondes qui pèsent sur le devenir des personnels actuellement engagés dans cette formation et sur les étudiant-es qui souhaiteraient s'engager dans ces parcours.